

Le conflit exacerbe l'insécurité alimentaire et énergétique, les déficits structurels commerciaux et du compte courant qui conduisent à la dévaluation de la monnaie, et les crises de la dette.

Ayoub Menzli, chercheur au Tahrir Institute for Middle East Policy.

CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA GUERRE DE GAZA DANS LA RÉGION MENA

L'actuelle agression israélienne sur Gaza entre dans son cinquième mois et s'est soldée par de tragiques pertes de vies humaines : plus de 30 000 morts, plus de 70 000 blessés et des milliers de disparus sous les décombres ou dont on ignore le sort. Les attaques – bombardements, opérations terrestres et siège de l'ensemble de la population – ont entraîné des niveaux catastrophiques d'insécurité alimentaire aiguë dans toute la Bande de Gaza. Près de 85 % de la population (1,9 millions de personnes) a été déplacée. Nombre de ces habitants ont dû changer d'endroit à plusieurs reprises et se concentrent actuellement sur une zone géographique qui réduit comme peau de chagrin. On calcule qu'entre le 24 novembre et le 7 décembre plus de 90 % de la population de la Bande de Gaza (quelque 2,08 millions de personnes) affrontait un niveau élevé d'insécurité alimentaire aiguë.

Par-delà la crise humanitaire immédiate, l'interminable conflit a eu de lourdes conséquences économiques qui ont non seulement nui à la Palestine, mais ont eu des répercussions sur toute la région du Moyen-Orient et le nord de l'Afrique (MENA d'après son acronyme

anglais). Cet article vise à explorer les multiples ramifications économiques de l'agression israélienne en se penchant sur ses répercussions pour la Palestine, en particulier, et la région MENA, en général. L'un des aspects essentiels de cette analyse porte sur les dynamiques interconnectées de l'insécurité alimentaire, la pénurie d'énergie, l'interruption du commerce et les crises récentes de la dette, qui se conjuguent pour aggraver les défis économiques que doivent relever les populations concernées. Plus encore, le conflit persistant présente d'importantes ramifications politiques, qui exercent une pression sur les gouvernements et les systèmes politiques de toute la région.

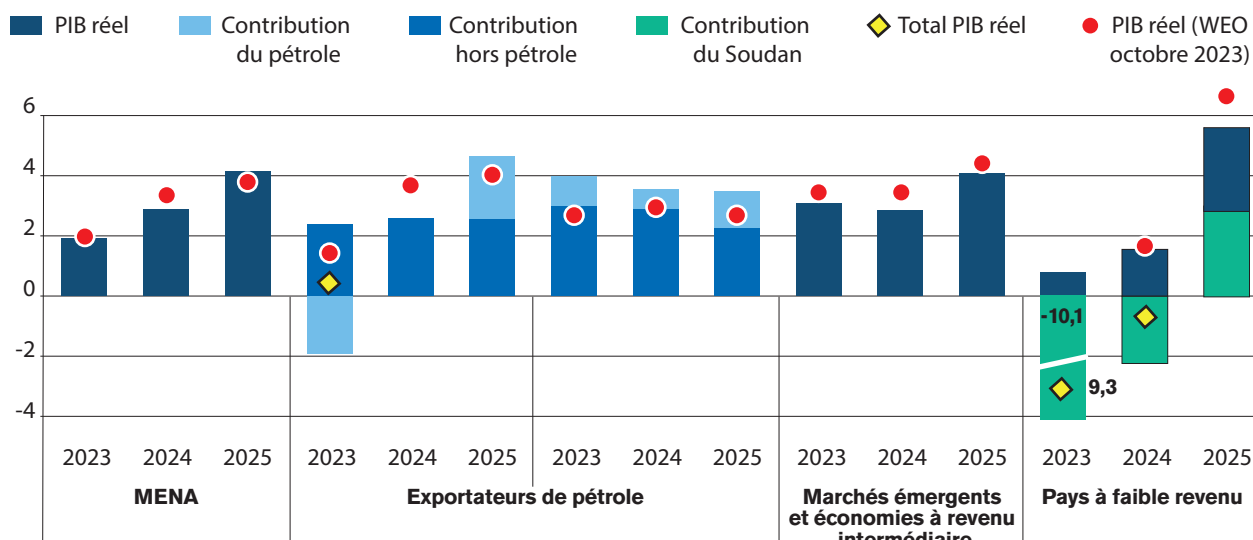
Au vu de ces événements, des institutions financières internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI) ont revu à la baisse leurs prévisions de croissance pour la région MENA et indiqué que l'accentuation des problématiques actuelles était une conséquence de la guerre. Le FMI a ajusté sa prévision de croissance pour la région à 2,9 %, ce qui correspond à une baisse de 0,5 points par rapport aux 3,4 % d'octobre 2023, tout cela très inégalement réparti. Cette révision à la baisse

souligne un impact économique qui pose d'importants problèmes aux économies hautement exposées de la région.

La crise actuelle aggrave les vulnérabilités structurelles, déjà bien ancrées, des territoires palestiniens. Une occupation pérenne, assortie d'une ribambelle de mesures restrictives, a très longtemps entravé la croissance économique, prévue ou réelle, la résilience fiscale et l'accès équitable aux ressources. De plus, le contrôle omniprésent de l'occupation sur une portion considérable du territoire ne fait qu'alourdir ces problèmes et perpétuer un cycle de difficultés économiques et de dépendance.

Dès avant octobre 2023, les calculs non officiels indiquaient que près de 60 % des Gazaouis se heurtaient à la pauvreté et qu'un incroyable 86 % d'entre eux dépendait de l'aide humanitaire pour leur subsistance. Une large proportion des personnes affectées par ces conditions socioéconomiques sont des enfants. À Gaza, le taux de chômage est monté à 45 % et celui des jeunes à 60 %, et ce dès avant le début des hostilités. Les multiples effets de l'agression israélienne ont accentué encore davantage la pauvreté multidimensionnelle, qui se manifeste

PRÉVISIONS DE CROISSANCE DU PIB RÉEL



Note : Les barres bleu foncé du PIB réel pour les pays à faible revenu du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord excluent le Soudan. CCG= Conseil de coopération du Golfe ; MENA= Moyen-Orient et Afrique du Nord.

Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2024; et calculs des services du FMI.

par l'interruption de l'accès à l'éducation, de la prise en charge sanitaire et d'autres services essentiels.

Outre les incursions terrestres et les intenses bombardements aériens sur Gaza, Israël mène en Cisjordanie une campagne caractérisée par des arrestations en masse et sommaires, des attentats, avec des morts et destruction, perpétrés par des colons et des raids aériens. L'imposition de contrôles militaires et le barrage de routes par les forces israéliennes ont, dans les faits, étranglé la circulation des marchandises et de la main-d'œuvre, ce qui a gravement perturbé la vie des Palestiniens et leur accès aux moyens de subsistance. La suspension indéfinie par le gouvernement israélien de plus de 100 000 permis de travail d'ouvriers palestiniens a accentué encore plus les difficultés économiques dans les territoires occupés de Cisjordanie et de Jérusalem-Est.

Selon l'Office central des Statistiques de Palestine, l'économie a subi une grave récession après le début du conflit, le 7 octobre 2023, qui a conduit à une contraction de 33 % au quatrième trimestre de cette année-là. Il est prévu que cette contraction économique assombrisse les perspectives économiques de 2024.

La décision israélienne d'octroyer des licences d'exploration à six sociétés israéliennes et internationales, dont BP et ENI, pour extraire du gaz naturel de zones maritimes internationalement

Le FMI a ajusté sa prévision de croissance pour la région à 2,9 %, ce qui correspond à une baisse de 0,5 points par rapport aux 3,4 % d'octobre 2023

reconnues comme appartenant à la Palestine, met en lumière la complexité de la corrélation existant entre les intérêts économiques et la politique israélienne, dénoncée comme d'épuration ethnique. Non seulement cette manœuvre porte atteinte au droit International et à la souveraineté palestinienne, mais elle éclaire les motivations économiques des actions d'Israël. En exploitant les ressources naturelles des territoires palestiniens, non seulement Israël perpétue son occupation, mais aggrave aussi les disparités économiques et compromet les perspectives de développement durable dans la région. L'exploitation économique des ressources palestiniennes est donc une manifestation évidente du programme colonial d'Israël, qui ne fait qu'accentuer encore les difficultés économiques des Palestiniens déjà victimes d'attaques et d'occupation.

RÉPERCUSSIONS SUR LES PAYS MENA

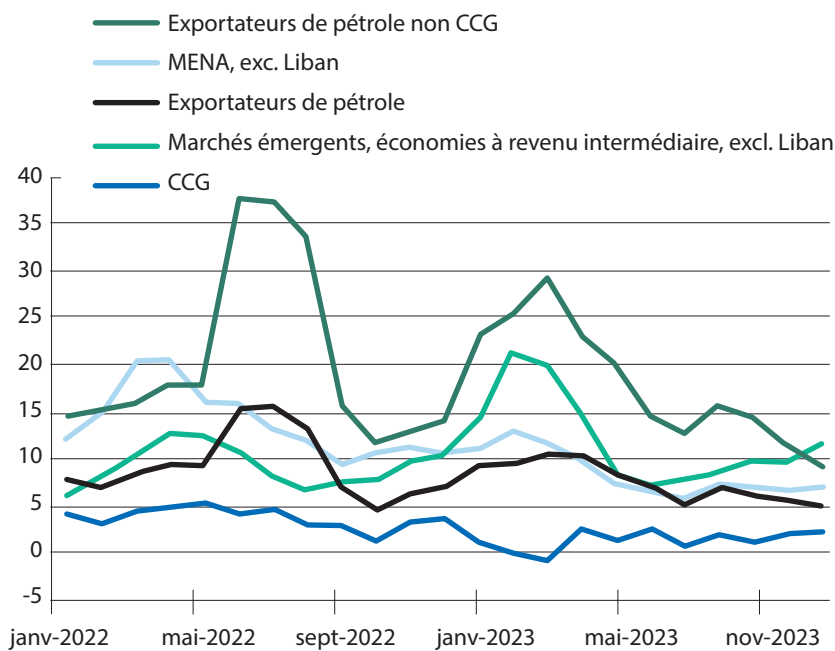
Les pays de la région MENA sont différemment touchés, en fonction de leurs

propres structures économiques. Les projections indiquent que les pays du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) dépasseront en 2024 les autres pays MENA en termes de performances économiques d'ici 2024, poussés comme ils le sont par une solide économie non-pétrolière et par une production de pétrole stable. Il est prévu que cette évolution dope la croissance des pays du CCG et maintienne des soldes budgétaires et de compte courant favorables. En revanche, les pays d'Afrique du Nord et du Levant, notamment la Jordanie et le Liban, sont confrontés à différents défis.

Les pays de la région MENA les plus touchés ne disposent que d'une faible marge de manœuvre pour pouvoir atténuer les effets indirects des carences structurelles existantes, accentuées par des crises récentes comme la pandémie du Covid et le conflit en Ukraine. La gravité de leur impact sur ces pays pourrait s'intensifier, surtout si le conflit passait à l'échelle régionale. Parmi les conséquences économiques, il pourrait y avoir un prix du pétrole et du gaz plus élevé et plus variable, des interruptions

INFLATION

Variation mensuelle en pourcentage, taux annualisé corrigé des variations saisonnières, moyennes simples



Source : Haver Analytics ; autorités nationales et calculs des services du FMI.

de l'approvisionnement en énergie, une augmentation de la dette publique et des tensions fiscales, des pressions inflationnistes entraînant des restrictions monétaires prolongées, une dépréciation de la monnaie, une réorientation du commerce, une augmentation des frais de transport et de logistique, des troubles sectoriels venant affecter notamment le tourisme et l'agriculture, des taux de déplacement et d'affluence de réfugiés plus importants, des perturbations du marché du travail, une augmentation des dépenses liées à la sécurité et une contraction générale du PIB assortie d'une diminution de la demande agrégée et d'une augmentation des niveaux de pauvreté.

Outre qu'elle dévaste les économies de Gaza et de Cisjordanie, la guerre occasionne des difficultés économiques dans les pays voisins – Égypte, Liban et Jordanie.

L'Égypte, très endettée et manquant de réserves de devises, fait face à une inflation galopante et à une augmentation du coût de la vie, ce qui entraîne des pénuries généralisées au sein de la population. Le pays affronte des pressions politiques grandissantes en raison de l'actuelle situation à Gaza, qui a asphyxié des sources de revenus cruciales comme le tourisme et le transport maritime passant par le canal de

Suez. Les Émirats arabes unis (EAU) se sont engagés à réaliser un important investissement de 35 milliards de dollars pour renforcer l'économie égyptienne, notamment par le biais d'un monumental projet de construction à Ras El Hekma, une péninsule méditerranéenne près d'Alexandrie. Cet investissement historique devrait permettre à l'Égypte de respecter les conditions posées par le FMI, qui a récemment accepté de porter son prêt à huit milliards de dollars après que l'Égypte a laissé sa monnaie se dévaluer à un niveau record par rapport au dollar. Les États-Unis, qui sont le plus important partenaire du FMI et possèdent *de facto* le pouvoir d'imposer leur veto en son sein, sont accusés de recourir à l'organisme financier pour punir ou récompenser leurs alliés étrangers. Le nouveau prêt octroyé à l'Égypte serait un signe positif qui vient récompenser la façon dont Le Caire gère politiquement, de façon croissante, l'énorme crise qui souffre la population dans la Bande de Gaza, ainsi que sa position cruciale dans la région.

Quant à la Jordanie, elle fait face à des enjeux socioéconomiques, diplomatiques et sécuritaires en raison de sa proximité géographique avec la zone du conflit et de ses liens économiques actuels avec Israël. Des manifestations

de masse récurrentes se produisent dans tout le pays, assorties d'initiatives de boycott dirigées par des civils contre des marques associées à des connexions israéliennes.

Par ailleurs, le Liban est confronté aux néfastes conséquences de l'escalade de tensions qui se produit le long de sa frontière sud, reflétées dans le décourageant comptage de victimes et les déplacements massifs, et soulignées par la fermeture d'établissements d'éducation, par la dégradation des équipements publics et par un déclin rapide du secteur touristique. Cette crise économique ne fera qu'empirer, entraîner une baisse soutenue du PIB, une inflation incessante, un chômage galopant et une pauvreté généralisée.

Dans le même temps, le service de la dette aggrave la capacité fiscale déjà surchargée de ces pays, empêchant l'assignation de la dépense publique à des secteurs critiques tels que le développement d'infrastructures et le bien-être social. Les pronostics prévoient que, si le conflit venait à se prolonger pendant six mois, le PIB se contracterait de 4 %, ce qui équivaut à 18 milliards de dollars, en Égypte, en Jordanie et au Liban. Pareille récession économique provoquerait une importante escalade des niveaux de pauvreté, avec des évaluations préliminaires qui indiquent que plus d'un demi-million de personnes pourraient basculer dans la pauvreté.

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET ÉNERGÉTIQUE

L'un des principaux problèmes que la guerre vient aggraver est l'absence de souveraineté alimentaire dans la région. Les pays MENA, déjà confrontés à des restrictions de la production agricole en raison des problèmes d'ordre structurel, de l'aridité de leur climat et à l'insuffisance de terres cultivables, dépendent dans une large mesure des importations d'aliments pour satisfaire leurs besoins de consommation interne. Or, l'interruption des routes commerciales et la montée des tensions et des conflits géopolitiques peuvent entraîner une hausse des prix et des difficultés logistiques venant entraver l'importation d'aliments essentiels. Cette dépendance envers des sources externes les rend vulnérables aux interruptions d'approvisionnement et aux fluctuations des prix, ce qui mine leur souveraineté alimentaire et contribue à l'insécurité de leurs populations.

De même, l'agression israélienne sur Gaza aggrave l'absence de souveraineté énergétique puisque, hormis le CCG, les pays de la région MENA dépendent souvent de ressources énergétiques importées pour pouvoir satisfaire leur demande interne. L'approvisionnement énergétique peut être affecté par l'interruption des routes commerciales et par l'instabilité régnante dans la région, entraînant une pénurie d'énergie et une hausse des prix, ce qui limiterait à son tour sa capacité à développer des systèmes énergétiques durables et résistants.

L'insécurité croissante en mer Rouge est un exemple de la dynamique déclenchée par l'augmentation de la vulnérabilité aux crises externes et par la préoccupation suscitée par les coûts du commerce et du transport maritime. Les principales compagnies maritimes sont en train de rediriger leurs cargaisons sur différentes routes, ce qui risque de modifier les chaînes d'approvisionnement et le commerce mondiaux. Le canal de Suez, voie essentielle qui relie la mer Rouge à la Méditerranée, a pris en charge environ 12 % du commerce mondial au premier semestre 2023, y compris une importante circulation de conteneurs, de cargaisons et d'envois de gaz naturel liquéfié. Or, au 21 janvier 2024, le volume accumulé de 10 jours de transport maritime empruntant cette voie avait diminué de 50 % par rapport à l'année précédente. Plus encore, les taux de fret relatifs aux routes qui relient l'Europe et la mer Méditerranée à la Chine ont augmenté de plus de 400 % depuis la mi-novembre. Cette augmentation est probablement due à un ensemble de facteurs, parmi lesquels se trouvent des risques sécuritaires accrus se traduisant par une hausse des prix d'assurance, et par des routes maritimes plus longues.

Il est essentiel d'aborder le déficit commercial structurel des pays de la région MENA importateurs d'énergie si l'on veut atténuer leur vulnérabilité aux crises externes à une époque caractérisée par une montée des tensions et des conflits géopolitiques. Ces pays sont confrontés à nombre de difficultés provenant de leur forte dépendance à l'importation d'énergie et d'aliments, dépendance due à de maigres réserves nationales et insuffisantes capacités agricoles, unies à une industrialisation à faible valeur ajoutée qui limite les bénéfices de leurs exportations. Ce déséquilibre structurel ne se contente

Les pays MENA doivent donner la priorité à des stratégies visant à diversifier les sources d'énergie, à accroître l'autonomie alimentaire et à améliorer la chaîne de valeur de leurs exportations

pas d'accentuer leur dépendance à des agents externes, mais il les rend de plus vulnérables aux fluctuations des marchés mondiaux des produits de base, aux bouleversements politiques et aux interruptions des chaînes d'approvisionnement. Les conséquences de cette vulnérabilité sont profondes car elles impliquent volatilité économique, mal-être social et instabilité politique.

Les déficits commerciaux structurels diminuent la valeur des devises et contribuent aux pressions inflationnistes sur la région. La dévaluation de la monnaie érode le pouvoir d'achat, ce qui accentue les difficultés économiques des ménages et des entreprises. L'instabilité économique qui en résulte concourt à la crise de la dette dans les pays touchés, puisque les gouvernements doivent se battre pour financer les services essentiels dans un contexte de raréfaction des revenus et d'augmentation du prix des emprunts.

Pour relever intégralement ce défi, les pays MENA doivent donner la priorité à des stratégies à facettes multiples visant à diversifier les sources d'énergie, à accroître l'autonomie alimentaire et à améliorer la chaîne de valeur de leurs exportations. De tels efforts de diversification demanderaient des investissements en équipements d'énergies renouvelables et des mesures incitatives en faveur des économies d'énergie. De même, l'amélioration de la productivité obtenue au moyen de pratiques durables, d'une innovation technologique et d'un investissement dans des systèmes d'irrigation peut renforcer la sécurité alimentaire et réduire la dépendance aux importations. En outre, les efforts fournis pour augmenter la valeur ajoutée des industries et des services grâce à l'innovation technologique, au développement des compétences et à l'intégration de la chaîne de valeur peuvent favoriser la résilience économique et contribuer au développement durable.

CONCLUSION

Bien sûr, les économies des pays MENA souffraient déjà de défaillances structurelles bien avant octobre 2023, comme les conséquences de la pandémie du Covid et de la guerre d'Ukraine l'avaient déjà montré. Le conflit de Gaza n'a fait qu'aggraver cette situation. Qui plus est, il a de profondes ramifications politiques puisque les gouvernements se voient contraints de réaffecter des ressources à des frais de sécurité, au service de la dette et à des importations de plus en plus onéreuses, ce qui mine la cohésion sociale. On entrevoit dans ce contexte quelle est la possibilité d'agitation sociale. La conjugaison de vulnérabilité économique, d'instabilité politique et d'injustice sociale crée un terrain favorable au mécontentement et aux plaintes des citoyens. Les mouvements de protestation sont sous-tendus par une infinité de raisons, mais les revendications socioéconomiques restent leur épice.

En résumé, l'impact économique de l'agression israélienne sur Gaza ne se limite pas uniquement à la Palestine, mais se répercute sur toute la région MENA. Par-delà l'immédiate crise humanitaire, le conflit exacerbe l'insécurité alimentaire et énergétique, les déficits structurels commerciaux et du compte courant qui conduisent à la dévaluation de la monnaie, et les crises de la dette, le tout accompagné de ramifications politiques lourdes de conséquences. Pour relever ces défis économiques, il faut une approche holistique venant aborder les causes profondes du conflit et soutenir le droit des Palestiniens à l'autodétermination et à la souveraineté et traitant aussi les faiblesses structurelles du modèle de développement à ce jour prédominant dans la région. Ce n'est qu'en unissant leurs efforts en faveur de la justice que les pays de la zone pourront avancer vers des économies durables et intégratives./